



I N F O N Z

Echos des syndicats et sections syndicales de l'Union Locale FO de Saint-Nazaire et région



n° 25 - 4 ème année : février 2017.

Union Locale des syndicats Cgt-FORCE OUVRIERE de Saint-Nazaire et région

Secrétaire Général : Gérard Caillon

4 rue François Marceau - 44600 Saint-Nazaire

Tel : 02 40 22 52 35 - Fax : 02 40 22 15 04

Lundi au jeudi : 9h30 - 12h30 et 13h30 - 17h30

Site : www.ulfonz44600.fr

Mail : ul.force.ouvriere.nz@wanadoo.fr

Permanence Juridique : Mardi après-midi sur rendez-vous.

Permanence AFOC : sur rendez-vous.

Permanence Retraités : Jeudi après midi.

Pas de « trêve électorale » pour les revendications !

PAS de « consigne de vote »

MAIS :

[L'affirmation des REVENDEICATIONS FO !](#)

Fonctionnaires hospitaliers, territoriaux, de l'État, salariés de l'Action sociale, de la Sécurité sociale, de Pôle emploi ... les revendications sont les mêmes :

Défense des Services Publics - Défense des statuts - - Augmentation des salaires - Défense de la Sécurité Sociale ...

EUROPE	INTERNATIONAL	POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES	DIALOGUE SOCIAL ET NÉGOCIATIONS COLLECTIVES	REPRÉSENTATIVITÉ	FORMATION SYNDICALE
ANALYSES ET					
SALAIRES	EMPLOI	ASSURANCE CHÔMAGE	FORMATION PROFESSIONNELLE	PROTECTION SOCIALE	SÉCURITÉ SOCIALE
REVENDEICATIONS PRIORITAIRES					
CONTRATS DE TRAVAIL	SANTÉ AU TRAVAIL	DURÉE DU TRAVAIL	NUMÉRIQUE	OUTRE-MER	LICENCIEMENTS / PRUD'HOMMES
DE FORCE OUVRIÈRE					
FO	ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE	TRAVAILLEURS HANDICAPÉS	ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE	LOGEMENT SOCIAL	FO

7 MARS

Appel à la Grève FO-CGT-SUD

et

Manifestation Nationale à PARIS

« ... là ou cela se décide »



FO à « SIMRA Production »

Philippe Giloury est le secrétaire de la section FO nazairienne de *SIMRA-Production*, secrétaire du comité de groupe *SEGULA Technologies* et secrétaire adjoint de l'Union Syndicale de la Métallurgie 44.



INFONZ : peux tu expliquer ce qu'est l'entreprise SIMRA ?

Philippe : l'entreprise est filiale depuis 2006 du groupe français *SEGULA*, qui emploie 10.000 salariés dans 26 pays, spécialisé dans le conseil, l'ingénierie et la stratégie industrielle. *SIMRA* a un actionnaire unique ... pour la petite histoire c'est un cousin d'Enrico Macias.

Nous sommes quant à nous, installés sur 8000 m² dans la zone de Brais de St Nazaire ; il y a 110 salariés dont 13 intérimaires.

L'entreprise *Simra prod* fabrique pour *Airbus* des sous ensembles d'avions en aluminium, par exemple : des « pyramides » (supports d'appareillages électriques et électroniques) ; des carénages médian du programme A320 pour *Stelia* ; des pupitres de commande d'hélicoptères pour *Airbus Hélico* ; des bras d'armement (lance missile) pour *Hélibras* ; des meubles électriques « 120 VU » d'avions ATR pour *Latelec*, une filiale du groupe *Latécoère*.

Nous assemblons aussi des pièces en matériaux composites. Il nous arrive également de réaliser de la transformation à partir de matériaux en alliage fournis par *Airbus*.

Dans *SIMRA*, il y a aussi *Simra services*, implanté sur le site d'*Airbus* de St Nazaire, avec 170 salariés. Elle prend en charge les travaux de parachèvement sur les chaînes de montage, notamment en cas de pièces manquantes ; également elle traite les réparations, en cas d'erreurs ou de changement de pièces de dernière minute ... et ce pour tous les programmes d'avions.

Simra prod c'est 100 % aéronautique : en gros 50 % pour *Airbus* (en rang 2 ou 3 de sous traitant), 30 % pour *Stelia Aerospace* (en sous-traitance de rang 1) et le reste pour *Latelec*, *Daher* etc....

INFONZ : au plan social, comment cela se passe t'il ?

Philippe : la section FO a été créée en 1998 - c'était la société *SEFCA* à l'époque - avec l'aide d'Yvonick Dréno ancien secrétaire du syndicat des métaux de St-Nazaire.

A l'époque, nous étions rattachés à Vitrolles. Au début nous avions en face de nous une direction assez dure et il a fallu s'imposer.

Nous avons mis en place les CE et DP qui n'existaient pas. Le panel des activités sociales du CE est important (pour le sport, des cartes cadeaux, des locations de bungalows a prix modéré, le panier Noël de 80 € etc. ...) et nous sommes partenaire avec le CE d'*Airbus* pour la billetterie.

Nous avons négocié un accord 35 h très satisfaisant, à savoir : 34 h 40 mn réparties sur 4 jours et demi. Au-delà de 35 h, les salariés peuvent, au choix, récupérer les heures supplémentaires ou se les faire payer avec majoration : + 25 % de 35 à 42 h et + 50 % au-delà. La seule contrepartie salariale que nous avons concédé à l'époque, fut le gel d'AG pendant un an, mais avec une bonne enveloppe d'Al.

Nous avons aussi un accord local sur le travail de nuit (plus 30 % et un panier, ce qui équivaut à + 40 %) un autre sur la prime d'ancienneté qui s'échelonne de 1 % du salaire de base à 17 % au bout de 17 ans.

Notre section syndicale a aussi négocié en 2012 une augmentation substantielle des paniers d'équipe pour les salariés postés (passé de 5,94 € à 10 € brut).

Pour les autres salariés, l'indemnité de 5,94 € a été transformée en tickets restaurants de 6 € (équivalent à 120 € par mois) avec 80 € intégrés au salaire (en compensation des moindres cotisations sociales patronales consécutives).



INFONZ : quelles ont été les résultats des dernières négociations salariales ?

Philippe : pour 2017 cela n'a pas encore commencé.

L'an dernier FO a signé un accord : 1 % d'augmentation générale avec effet rétroactif au 1^{er} avril ; plus une prime exceptionnelle de 100 € brut et une enveloppe d'augmentation individuelle de 0,5 % avec effet au 1^{er} septembre, permettant à 45 % minimum de l'effectif d'en bénéficier (avec un talon mini de 20 €).



INFONZ : et en ce qui concerne la Mutuelle ?

Philippe : nous avons une Mutuelle de groupe, négocié avec le groupe Generali via un courtier (Mercer).

Un salarié cotise 21,46 €/mois et l'employeur complète à hauteur de 31,50 € (82 € pour un couple avec enfants) ; pour les cadres c'est une cotisation famille de 29 €/mois.

Les remboursements sont très satisfaisants : par exemple en optique les non cadres ont un forfait de 458 € et les cadres jusqu'à 951 € selon correction ; en dentaire pour les non cadres (Soins/Inlay-Onlay/Prothèses 80 % à 300 % BR)... et de 200 % à 400 % pour les cadres.

INFONZ : pour autant j'ai crû comprendre que l'avenir est incertain ...

Philippe : oui, le groupe SEGULA souhaite se recentrer vers ses cœurs de métiers et devrait conclure d'ici fin juin une cession de SIMRA, avec un repreneur, le groupe LAUAK¹ dont le siège est à Bayonne.

Cette entreprise, de 1260 salariés à l'heure actuelle, possède 5 sites : 4 en France et un au Portugal.

Si cette acquisition se fait, LAUAK doublera ses effectifs. ... en devenant une ETI (*Entreprise de Taille Intermédiaire*) elle pourrait devenir interlocuteur directe d'Airbus.

Nous voulons bien sûr, dans cette opération, ne pas perdre nos acquis sociaux et notamment nos accords locaux. La « loi travail » ne va certainement pas nous aider !

Nous avons aussi des inquiétudes vis-à-vis de la mutuelle

INFONZ : il y a aussi une négociation en cours sur la Convention Collective de la Métallurgie ?

Philippe : oui cela vient de commencer au plan national. Pour le moment c'est l'architecture future qui se discute, avec un projet de régionalisation de cette convention collective. Derrière cela il y a les classifications, la reconnaissance de l'ancienneté

Pour ce qui nous concerne ici nous voulons **conserver notre convention collective départementale**, qui est bonne, même si aujourd'hui nous avons des difficultés à faire évoluer les minimas.

Les représentants départementaux du patronat se contentent en effet d'un simple rattrapage du SMIC, lequel comme tu le sais, ne bénéficie d'aucun « coup de pouce ».

INFONZ : FO est majoritaire à SIMRA ?

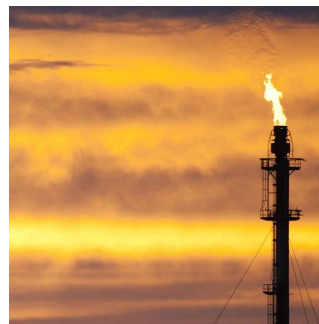
Philippe : oui à 100 % à *Simra prod* et *Simra services*, avec un bon taux de syndicalisation. La direction a bien essayé en 2012 d'imposer la CFDT, mais ça n'a tenu qu'un mandat ...

Au sein de LAUAK d'après nos informations il y a seulement, pour le moment, la CFDT et un syndicat « basque ! » (le LAB)

A suivre donc



Une section syndicale FO à la Raffinerie TOTAL de Donges



Jérôme Philippot a été désigné représentant de cette nouvelle section FO.

¹ Signifie « les quatre » en langue basque

FO AIRBUS revendique au moins 300 embauches et s'inquiète pour l'avenir du site de St Nazaire.

Le 8 février, les journalistes d'Ouest-France, Presse Océan et l'Echo de la Presqu'île avaient répondu à l'invitation d'une conférence de presse organisée par nos camarades FO d'Airbus St Nazaire. INFONZ était également présent.



L'an dernier les 690 appareils prévus ont bien été livrés : mais il a fallu - conformément aux demandes réitérées de FO - que la Direction réalise au final 260 embauches au lieu des 100 prévues début 2016.

Cette année, pour plus de 750 appareils à livrer aux compagnies, seule 50 embauches sont annoncées !

Or, la direction locale s'est engagée à réduire le taux de flexibilité, c'est-à-dire de passer de 600 à 350 intérimaires : ce qui nécessiterait donc déjà 200 embauches de cols bleus en plus ... permettant comme le demande FO de pérenniser les formations et les compétences.

Mais il est déjà demandé aux salariés de travailler de plus en plus, les samedis, dimanches et de nuit ... Qui plus est, la production augmente en 2017 de 60 à 70 appareils ! Des embauches supplémentaires sont donc nécessaires au-delà mêmes de ces 250.

FO considère que l'outil industriel arrive maintenant aux limites : avec une utilisation saturée, il devient même difficile d'en assurer la maintenance de façon satisfaisante.

Autre préoccupation : la grande frilosité de l'investissement durable, pourtant nécessaire, notamment dans les bâtiments.

Tout cela inquiète la section FO pour le moyen terme : y a-t-il un projet de délocalisation ?...

Elle souligne que nombre d'entreprises sous traitantes sont bien sûr également concernées.

Un article de « Mer et MARINE » donne raison à FO STX.

(Extraits)

« Paris accepte que les Italiens deviennent l'actionnaire industriel de référence ... mais qu'ils ne possèdent qu'une majorité relative. En clair, pas plus d'une quarantaine de %.

Sauf que de l'autre côté des Alpes, on ne l'entend pas du tout de cette oreille ... (le gouvernement italien) soutient fermement Fincantieri pour que celui-ci détienne une majorité absolue et, par conséquent, soit seul maître à bord.

(Cela) porte également un coup sévère à la crédibilité des fameuses « garanties », érigées par le gouvernement, les élus locaux et la plupart des syndicats de STX France comme autant d'assurances que Fincantieri serait forcément contraint d'accepter et de respecter. On hésite entre écran de fumée pour rassurer l'opinion publique, méconnaissance profonde du monde entrepreneurial ou confondante naïveté ...

Détenu à 72% par l'Etat italien, Fincantieri (a besoin de) la cale géante de STX France, pour se maintenir sur le marché des paquebots géants,

Mais à plus ou moins longue échéance, il est évident qu'une logique de groupe prévaudra, ... que les arbitrages sur la répartition de la charge se feront à Trieste. Même si l'Etat conserve une minorité de blocage, Saint-Nazaire perdra sans nul doute l'autonomie décisionnelle ...



Si demain, il n'y a plus assez de commandes pour remplir tous les chantiers du groupe, comment éviter que Fincantieri rapatrie de la charge en Italie ?

Seule une intervention de l'Etat français, via la préemption des parts de STX- prévue dans le pacte d'actionnaire conclu en 2008 - peut faire achopper la reprise ... avant avril.

(Cela) va peut-être sonner comme un réveil brutal en France, en particulier chez les syndicats - à l'exception notable de FO qui réclame depuis le début une nationalisation, même temporaire - et les élus locaux... » 10/02/2017

AG du syndicat des hospitaliers : Se mobiliser le 7 mars « contre la mort de nos valeurs professionnelles ».

Jean Jacques Péaud, secrétaire régional, a présidé l'AG du 26 janvier, au côté de Bruno Cailleau secrétaire adjoint de l'UD, de Yann Le Fol secrétaire du GD, et de Gérard Caillon.



Clair Guillet a présenté le rapport d'activité - approuvé à l'unanimité - (extraits) :

« 2016 a été marquée de multiples mobilisations : grève des brancardiers, en psychiatrie, en chirurgie, les FLEN, en gastro, aux urgences ... La direction a tellement supprimé de postes que nous avons environ 70 lits de libres mais plus assez de personnels. Dans le même temps des contractuels reçoivent des fins de contrats ! Nous avons alerté la direction qui n'a jamais répondu à nos demandes ... Nous avons alerté l'A.R.S, la députée et la sous-préfète ... Après le succès de la grève du 8 novembre, une autre journée de mobilisation a lieu le 7 Mars à Paris contre la loi Touraine, ses 22 000 suppressions de postes et ses 3 milliards d'économies. Aujourd'hui le combat continu et se durci ».

Il a été souligné que **90 médecins hospitaliers** avaient aussi, de leur côté tiré la sonnette d'alarme, tout comme **38 cadres hospitaliers**, et qu'une **lettre ouverte d'infirmiers et d'aides soignants** circule en ce moment : faits d'importance, confirmant qu'une « *dynamique existe, les gens sont derrière nous* ».



Saluant fraternellement **Nathalie Pouhault**, l'AG a élu à l'unanimité son conseil syndical et son bureau. **Gaël Leturque** est le nouveau secrétaire du syndicat.

Jean Jacques Péaud, Secrétaire régional FO Santé

Infonz : ton sentiment après cette AG ?

Jean Jacques : une très bonne participation numérique, malgré les difficultés pour se réunir et une AG très dynamique dans un contexte de grandes difficultés consécutives à la politique d'austérité.

Des questions de fond ont été abordées, comme les relations intersyndicales, celles liées aux pressions contre la manifestation nationale à Paris du 7 mars prochain ... L'important c'est l'accord sur les revendications, les agents se feront eux-mêmes leur opinion, notamment sur l'attitude de la CFDT. Et puis il faut s'appuyer sur la mobilisation énorme contre la loi travail et le front commun FO CGT qui l'a permis.

Dans l'AG, j'ai appris, qu'en plus de la lettre des 90 médecins, 38 cadres hospitaliers s'étaient aussi manifestés et qu'aux urgences une pétition circulait ... le syndicat FO a ainsi des possibilités d'œuvrer à faire converger ces prises de position, notamment pour le 7 mars.



Infonz : à ce jour comment se présente la mobilisation du 7 mars ?

Jean Jacques : dans la CGT il y a des freins, localement, sur la place de la manifestation nationale. Nous poursuivons la discussion avec eux. Dans la région, il y a un véritable écho dans les syndicats FO, y compris les petits. Et puis les appels convergents s'étendent : dans les services publics la FGF FO soutien les appels de fédérations comme les enseignants - les employés FO de la Sécu, la fédération FO de l'EDF appellent aussi et nous avons le soutien interprofessionnel Confédéral, les UD, les retraités de l'UCR

Infonz : un petit mot sur la présence FO dans la Santé ...

Jean Jacques : la région Pays de La Loire est une de celles qui progressent le plus : nous nous développons en nombre de syndiqués et en syndicats. Au plan national, nous ambitionnons de doubler la CFDT aux élections professionnelles de 2018 : c'est possible il n'y a que 5000 voix d'écart.

Les professeurs du collège de Montoir mobilisés.

A l'hôpital, on ferme des lits ... Dans l'éducation nationale, on ferme des classes !

Cette année, il y avait 4 classes de 5^{ème}, avec des effectifs moyens de 23 élèves, ce qui permettait à tous les élèves de bénéficier d'un enseignement de qualité et pour les élèves en difficulté d'un accompagnement particulier.

A la rentrée prochaine, une classe est supprimée il n'y aura que 3 classes de 4^{ème}, soit des effectifs de 29-30 élèves par classe. Une rentrée scolaire avec de tels effectifs est une catastrophe pour les conditions de travail des élèves et des professeurs.

De plus : jusque-là, le collège, situé dans une commune défavorisée, bénéficiait d'une enveloppe supplémentaire qui lui permettait de faire des dédoublements de classes, des heures de mathématiques ou de français en groupes plus restreints. Tous ces dispositifs sont remis en question... alors que les résultats du collège au Diplôme national du brevet progressaient depuis plusieurs années et dépassaient même les résultats académiques l'an dernier.



Les personnels du collège de Montoir de Bretagne, soutenu par le SNFOLC se mobilisent :

- Conférence de presse le mardi 7 février.
- Réunion avec les parents le jeudi 9 février : demande d'audience auprès de la mairie de Montoir et auprès du Directeur académique pour demander la non-suppression de cette classe.

Encore une fois, l'annonce de la création de 60 000 postes d'enseignants sous le quinquennat de François Hollande est un mensonge : les moyens ne cessent de diminuer, le nombre d'élèves par classe d'augmenter. La réforme des collèges, mise en place en cette rentrée scolaire 2016, qui a supprimé des heures d'enseignement pour les élèves, aggrave encore les conditions d'enseignement.

Info de Jérôme Guyon

Présence de l'UL à la réunion débat sur : « La loi Debré, mère de toutes les lois anti-laïques »

Philippe Joulain, mandaté par la CE de l'UL, représentait FO à la réunion du 25 janvier organisée avec les sections nazairiennes de la Libre Pensée, de la Ligue des Droits de l'Homme et des DDEN.



Il a rappelé que la Cgt-FO s'est opposée en 1959 à la loi Debré.

Cette loi permet le financement public des écoles privées. Depuis près de 60 ans environ 10 milliards d'€ de fonds publics sont détournés chaque année au profit des écoles privées, la plupart confessionnelles.

C'est une remise en cause de la loi de séparation des églises et de l'Etat qui définit la laïcité institutionnelle.

FO ne manque pas, à chacun de ses congrès confédéraux, de rappeler son attachement au principe républicain de laïcité.

FO a participé au rassemblement de Vincennes en 1960, dont les participants sur la base d'une pétition signée par près de 11 millions de citoyens, ont prêté le « serment » de mener le combat jusqu'à l'abrogation de cette loi.

FO, notamment par ses syndicats d'enseignants, continue à combattre cette loi et à en demander l'abrogation.

Philippe Joulain a informé de l'« Appel des laïques » qui circule actuellement, signé notamment par Jean-Claude MAILLY et Philippe MARTINEZ, secrétaires généraux de FO et de la CGT.

Retrouvez les anciens numéros

d' INFONZ

sur le site internet de l'Union Locale :

www.ulfonz44600.fr

AG du syndicat des Territoriaux de St Nazaire.

L'AG annuelle s'est tenue le 24 janvier en présence de **Fabrice Bouron** secrétaire départemental.



Parmi les sujets abordés par les participants :

- Le régime indemnitaire. FO n'a pas signé au plan national le nouveau régime RIFSEET, dont la mise en œuvre n'était pas obligatoire au 1^{er} janvier et aurait pu s'étaler jusqu'en 2020. Mais à St Nazaire cela s'est fait « à la hussarde ». La DRH ne répondant pas aux questions, des problèmes restent à régler avec des recours en CAP, notamment pour certaines classifications de poste : c'est le cas des « auxiliaires de soins » devenues des « auxiliaires de vie » ... sans fiches de postes !
- Les ATSEM : l'accès à la catégorie B, la pénibilité des conditions de travail, dégradées suite notamment aux nouveaux « rythmes scolaires » combattus par FO.
- La Mutuelle : la disparition à terme de l'option invalidité ; la question du maintien du traitement en cas d'arrêt de travail prolongé et le désengagement de l'employeur² etc.



De façon générale, il y a une réelle exaspération vis-à-vis de la façon dont les relations sociales sont abordées:

« On nous occupe à des réunions stériles - ex des « risques psycho-sociaux » avec de l'argent dépensé dans des rapports d'audit pour nous abreuver de chiffres et de camemberts qui ne mènent nulle part ». « On nous prend pour des demeurés sans que nos questions soient abordées et des réponses fournies aux problèmes que nous soulevons, comme à nos revendications ».

Dans ces conditions difficiles, le syndicat, combattif, se développe.

Le Bureau du syndicat a été approuvé à l'unanimité :

- Secrétaire **Fabien Leblanc** (également responsable CARENE)
- Secrétaire adjointe **Marie Noëlle Le Mal** (responsable mairie de St Nazaire)

Locaux des UL : FO, CGT, FSU, CFTC s'opposent au chantage de Mr Samzun !



Lors d'une Conférence de Presse, le 25 janvier, les représentants des UL ont expliqué les raisons pour lesquelles ils combattent la remise en cause par le maire de St Nazaire de la gratuité des frais d'entretien des locaux syndicaux, acquis historique du mouvement ouvrier nazairien. Ils condamnent le chantage aux subventions dont ils font l'objet.

Quand la mairie de St Nazaire soutenait le syndicalisme ouvrier.

La Bourse du Travail de St Nazaire fut inaugurée le 24 avril 1892, au 23 rue de la gare.

Le loyer était de 500 f. et la subvention municipale de 700 f. à l'origine. Celle-ci passa rapidement à 1000 f. : « **soit 150 f. de plus pour le chauffage, l'éclairage et l'entretien et 150 f. pour l'ouverture d'un cours de dessin industriel** »



Elle fut ensuite augmentée : 1490 f. en 1899 - 2990 f. en 1900 - 4190 f. en 1904

² Voir l'interview dans INFONZ n° 24 de janvier

AG de l'Association des Retraités. « Les retraités seront au côté des actifs le 7 mars »

Le 9 février s'est tenue l'AG annuelle de l'association, présidée par **Didier Hotte** secrétaire adjoint de l'UCR, avec la participation de **Claire Compain** secrétaire de l'UDR 44 et de **Gérard Caillon** secrétaire de l'UL.

Le rapport d'activité, présenté par **Joël Magré** comme le rapport financier d'**Yvon Rouziou** - précédé du rapport de la commission de contrôle par **Jacques Epiard** - ont été adoptés à l'unanimité.



Une motion, présentée par **Joël Danto** a été discutée et votée à l'unanimité (extraits) :

« ... les 16 millions de retraités de notre pays, du secteur public comme du privé, constatent que leur situation ne cesse de se dégrader. Ils sont en colère et déterminés à ne pas laisser se poursuivre la dégradation de leur pouvoir d'achat, de leurs droits et garanties en matière de retraite et de protection sociale.

Ils ne peuvent accepter que 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté... que 7 % des retraités de 60 à 69 ans occupent un emploi, chiffre qui a doublé depuis 2006. La moitié d'entre eux y sont contraints par le montant insuffisant de leur pension. ... Ils ne demandent pas la charité, mais la dignité. ... Ils ne supportent plus les études et articles les présentant comme des "privilegiés et des nantis"»



Après avoir rappelé les revendications notamment le retour à l'indexation sur l'évolution des salaires, la motion poursuit :

« Les retraités sont déterminés et prêts à répondre positivement à tout appel lancé par la confédération et l'UCR FO, pour la défense de leurs pensions et de la protection sociale collective.

« ... comme ça été le cas contre la loi El Khomri ... ils appellent tous les adhérents à soutenir et participer massivement à la journée d'action nationale du 7 mars, aux côtés des salariés des secteurs de la santé et de l'action sociale »

Formation syndicale Programme 2017 à l'UL

(D'autres stages ont lieu à l'UL à Nantes)

- 3 au 7 avril : découverte de FO et moyens d'action du syndicat.
- 6 au 8 juin : négocier.
- 2 au 6 octobre : s'organiser
- 20 au 24 novembre : découverte de FO et moyens d'action du syndicat

Agenda

- **Jeudi 7 mars : grève et manifestation nationale Santé à Paris (FO, CGT, FSU)**
- Mercredi 22 mars : commission de contrôle de l'UL
- Mardi 28 mars : CE de l'UL
- Jeudi 27 avril : AD de l'UDR 44

Ça roule pour eux ... !

21 milliardaires français possèdent autant que les 40 % les plus pauvres de la population française. Les entreprises françaises du CAC ont distribué plus de 55 milliards de dividendes à leurs actionnaires en 2016 : un record depuis la crise de 2007



SMIC et minimum de traitement

Au 1^{er} janvier 2017, le SMIC : 9,76 € l'heure, soit **1 480,27 € brut par mois** pour 151,67 heures.

Au 1^{er} février 2017, le minimum de traitement des fonctionnaires : **1 447,98 € brut**.